

LES NAUFRAGÉS DU LIBRE- ÉCHANGE

DE L'OMC
AU TAFTA



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

%
attac

Les naufragés du libre-échange

En négociant des accords de libre-échange, l'Union européenne, les États-Unis et le Canada veulent donner aux multinationales le pouvoir de défaire les règles sociales et écologiques. Ce coup de force mettrait la démocratie sous tutelle de part et d'autre de l'Atlantique. En effet, nos États choisissent délibérément de se soumettre à des mécanismes, tels l'arbitrage privé ou la coopération réglementaire, qui font prévaloir la protection des «investisseurs» sur l'intérêt général.

Comment en est-on arrivé là ? Pour le comprendre, *Les Naufragés du libre-échange* resitue ces négociations dans l'histoire et les méandres de la mondialisation commerciale. Le livre propose des pistes concrètes pour abandonner le libre-échange, ce navire à la dérive sur le pont duquel nos «élites» dansent en toute impunité. Il appartient aux mouvements sociaux d'inventer de nouveaux modèles d'échange qui renforcent les solidarités internationales, facilitent la transition écologique et sociale, et promeuvent la démocratie au lieu de la saper.

Attac

Attac est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale et pour que les citoyens puissent, par l'action collective, se réappropriier ensemble l'avenir de notre monde.

<https://france.attac.org>

Illustration de couverture : Pep Montserrat

ISBN : 979-10-209-0257-3

© Les Liens qui Libèrent, 2015

LES NAUFRAGÉS DU LIBRE-ÉCHANGE

De l'OMC au Tafta

MAXIME COMBES, THOMAS COUTROT, FRÉDÉRIC
LEMAIRE, DOMINIQUE PLIHON, AURÉLIE TROUVÉ

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Merci à Hélène Cabioc'h, Amélie Canonne,
Lucile Falguyrac, Frédéric Viale.

Introduction

UN GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE POUR REDESSINER LE MONDE

Un coup de poker audacieux. C'est à quoi ressemble fort le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI, ou TTIP en anglais). Ce texte portait à l'origine le doux nom de Tafta, Transatlantic Free Trade Agreement ou Traité de libre-échange transatlantique. Mais il fut vite rebaptisé par ses promoteurs car il évoquait trop le Nafta, le traité nord-américain entré en vigueur il y a vingt ans entre les États-Unis, le Mexique et le Canada, de triste mémoire pour les syndicalistes, les paysans et les écologistes des pays concernés. Le documentaire de Marie-Monique Robin, *Les Déportés du libre-échange*, dresse le bilan désastreux du Nafta.

Quelle nécessité impérieuse a poussé les classes dirigeantes européenne et états-unienne à agiter ce chiffon rouge devant des opinions publiques rétives? Sans doute ont-elles parié que le processus de négociation du Tafta pourrait être aussi discret que celui de son grand frère, le Ceta (Comprehensive Economic Trade Agreement).

Négocié depuis cinq ans, ce traité entre l'Union européenne et le Canada a presque failli être achevé dans le plus grand secret. Mais l'opération a échoué et les citoyens sont en train de s'insurger. Pourquoi donc les puissants ont-ils pris ce risque politique d'élaborer ces nouvelles règles qui méprisent, comme nous allons le montrer, les principes élémentaires de la démocratie et mettent à mal la responsabilité sociale et écologique ?

Tout se passe comme si on assistait à la fuite en avant d'élites déboussolées. Sept ans après la crise de 2008, l'Union européenne s'enfonce dans la déflation. Quant à l'apparente meilleure performance des États-Unis, elle repose en fait sur le gonflement de deux bulles, celle du gaz (de schiste) et celle de la spéculation financière, dont la fragilité est inquiétante. Et, après de longues années d'essor impétueux que certains avaient cru éternel, le commerce mondial s'enlise. Remettre à plat les règles du commerce international – le Tafta concernerait près de la moitié du Pib mondial – en réécrivant les règles sociales et écologiques au bénéfice des multinationales européennes et états-uniennes serait un coup de force contre les entraves au libre commerce que constituent les lois et régulations démocratiques. Ce serait indiscutablement une manifestation d'autorité à l'égard des pays émergents. Dans l'espoir de relancer durablement une croissance capitaliste dont le caractère inégalitaire et prédateur est pourtant de plus en plus visible, à mesure que se multiplient à la fois les milliardaires, les miséreux et les catastrophes écologiques. Le

navire du néolibéralisme et du libre-échange dérive, mais ses officiers, comme aveuglés, ont choisi de nous entraîner jusqu'au naufrage.

Peu de croyances sont en effet aussi partagées, dans les milieux dirigeants, que celle des bienfaits du libre-échange. Quand on jette un regard rétrospectif sur l'acharnement mis depuis trente ans par les gouvernements et les institutions internationales à éradiquer tous les obstacles à la libre circulation des capitaux et des marchandises, on peut même parler d'exaltation collective. Pour comprendre la portée du Tafta et du Ceta, il faut donc prendre un peu de recul. L'apport de cet ouvrage est qu'il replace ces accords dans leur contexte historique, celui de l'épuisement de la croissance capitaliste au terme des trois décennies de libéralisation commerciale et financière commencées dans les années 1980. Du Gatt (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à l'Ami (Accord multilatéral sur l'investissement) et à l'AGCS (Accord général sur les services), de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) aux accords bilatéraux qui se multiplient aujourd'hui, l'histoire récente du capitalisme est celle des progrès et des échecs de la libéralisation mondiale du commerce, de la finance, des services et des investissements.

Le bilan de cette mondialisation néolibérale apparaît désormais clairement. Elle a intégré des milliards de nouveaux producteurs et consommateurs de l'Est et du Sud au marché mondial et permis l'accès de beaucoup d'entre eux à des niveaux de consommation sans précédent. Mais

ce faisant, elle a déchaîné une urbanisation démentielle et une dégradation écologique terrifiante. Elle a mis en concurrence les salariés du monde entier au nom de l'impératif de compétitivité. Elle a partout creusé l'écart entre une mince couche de privilégiés – les « 1 % » – et le reste de la population. De ce fait, la démocratie représentative, là où elle existait, a très largement été réduite à un simulacre contrôlé par les grands intérêts économiques détenteurs des mass-médias.

Si la libéralisation du commerce et des investissements a favorisé la délocalisation des pollutions vers les pays du Sud, elle a globalement augmenté leur volume. La contribution du commerce de marchandises aux dérèglements climatiques est considérable : le fret serait responsable de 10 % des émissions mondiales¹. Ainsi, des fraises sont transportées sur des milliers de kilomètres à n'importe quelle saison, tandis que les porcs élevés en Bretagne sont abattus en Allemagne et que les différents composants des yaourts peuvent parcourir 10 000 km avant d'arriver chez le consommateur.

La riposte des mouvements sociaux a d'abord pris la forme, à la fin des années 1990, d'un mouvement « anti-mondialisation » avec les grandes manifestations de Seattle. Rapidement a émergé l'altermondialisme avec le

1. Michel Savy *et al.*, *Le fret mondial et le changement climatique*, La Documentation française / Centre d'analyse stratégique, « Rapports et documents », 2010, <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/104000665/0000.pdf>>.

UN GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE...

Forum social mondial et ses déclinaisons. Depuis le sommet de Copenhague en 2009, s'affirme de plus en plus fortement un mouvement global pour la justice climatique, contre l'expansion de la frontière extractiviste. Et depuis 2011, avec les révolutions arabes et les mouvements Indignés et Occupy, dans le monde entier de multiples insurrections civiques ont défié des régimes autoritaires ou contesté des gouvernements élus inféodés aux multinationales. Ces mouvements sont d'emblée mondialisés, ils portent les enjeux globaux de la redistribution des richesses, de la préservation écologique et de la démocratie réelle, mais ils sont hostiles à la mondialisation du commerce et des investissements. Le défi auquel ils sont confrontés est d'inventer des alternatives qui se substitueraient au libre-échange sans aggraver les guerres commerciales et monétaires que la mondialisation capitaliste en crise tend à multiplier, des solutions qui renforceraient les solidarités internationales défendues par ces mouvements, des solutions qui promouvraient la démocratie au lieu de la saper. C'est l'ambition de ce livre que d'y contribuer.

